

Situation Mensuelle de l'Etat



Mars 2013



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	18
Dette financière de l'Etat	19
Notes méthodologiques	20



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -31,03 Md €

Le solde d'exécution budgétaire à fin mars 2013 s'élève à -31,03 Md € contre -29,37 Md € à fin mars 2012 à périmètre constant. Cette variation s'explique essentiellement par une hausse des

dépenses (+2,27 Md €) compensée par une légère augmentation des recettes du budget général (+0,65 Md €). Le solde des comptes spéciaux demeure à un niveau comparable à l'année dernière.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 70,41 Md €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,70 Md € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 3,43 Md € dont 2,18 Md € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 1,62 Md € concernant notamment le programme « Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement » (cf. focus sur l'actualité) ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,49 Md € partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,79 Md € et « Gendarmerie nationale » pour 0,70 Md €.

Les dépenses nettes à fin mars 2013 s'élèvent à 70,41 Md € contre 68,14 Md € à fin mars 2012 à périmètre constant. Cette hausse est essentiellement due aux dépenses de fonctionnement (+2,25 Md € dont 1,62 Md € d'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 49,78 Md €

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*) :

Impôt sur les sociétés : 9,10 Md € (notamment dus à l'encaissement du 1^{er} acompte au 15 mars) ;

TVA : 9,07 Md € ;

Impôt sur le revenu : 4,30 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,77 Md € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,65 Md €.

Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 67,98 Md €

Elles s'élevaient à 65,79 Md € à périmètre constant à fin mars 2012. Cette augmentation résulte

principalement d'une hausse des encaissements nets d'impôt sur le revenu (+1,58 Md €).



Recettes non fiscales : 1,07 Md €

Les recettes non fiscales à fin mars 2013 s'élèvent à 1,07 Md € contre 2,20 Md € en 2012 à périmètre constant. Cet écart s'explique par la baisse du montant des redevances d'usage des fréquences

radioélectriques (recette exceptionnelle en 2012 relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -19,84 Md €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -19,84 Md € à fin mars 2013 contre -19,04 Md € à fin mars 2012. Les prélèvements au profit des

collectivités territoriales ont diminué de 0,23 Md € par rapport à l'an passé alors que ceux au profit de l'Union européenne ont augmenté de 1,04 Md €.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -10,40 Md €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,22 Md € et des recettes pour 2,25 Md €. Le compte « **Avances aux organismes de sécurité sociale** » laisse apparaître des recettes d'un montant de 2,27 Md € relatif à la fraction de TVA affectée

aux organismes sociaux. Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des dépenses pour 1,72 Md € et des recettes pour 1,62 Md € dues essentiellement à l'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement.

Au 31 mars 2013, le solde des comptes spéciaux s'établit à -10,40 Md € contre -10,37 Md € en mars 2012. La baisse du solde du compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat » (-1,38 Md €) est compensée par le solde du compte de concours financiers « Avances aux organismes de sécurité sociale » (+1,56 Md €).

Dette financière de l'Etat au 31 mars : 1 432,03 Md €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 55,36 Md €) et les BTF (émissions nettes de 3,65

Md €). Le montant des BTAN a diminué de 19,15 Md € depuis le début de l'année.



☞ L'augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (BEI)

Créée en 1958 par le traité de Rome, la BEI est la banque de prêts à long terme de l'Union européenne. Elle finance des projets dans les pays de l'UE et investit dans les futurs États membres et pays partenaires. Elle emprunte des fonds sur les marchés financiers et ne recourt donc pas au budget de l'UE. Ces fonds sont prêtés à des conditions avantageuses pour la réalisation de projets correspondant aux objectifs stratégiques de l'UE.

La BEI intervient notamment pour soutenir les entreprises, remédier aux déséquilibres économiques et sociaux entre les régions ou encore pour promouvoir l'innovation.

Dans le cadre du Pacte européen pour la croissance et l'emploi, le Conseil européen des 27 et 28 juin 2012, a décidé une augmentation de capital de 10 Md €.

Cette somme a pour but de donner les moyens à la BEI d'augmenter sa capacité d'intervention dans les pays de l'UE, de 60 Md € sur les 3 prochaines années, tout en préservant ses équilibres financiers.

La participation de chaque Etat souscripteur à cette augmentation de capital a été calculée selon la quote-part de capital déjà détenu. Elle s'élève à 1,62 Md € pour la France.

Par conséquent, le programme « **Augmentation de capital de la BEI** » a été créé en loi de finances pour 2013 au sein de la mission « Engagements financiers de l'Etat ». Comme prévu dans la décision du conseil d'administration de la BEI du 24 juillet 2012, la France y a souscrit avant le 31 mars 2013. L'opération a transité par le compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat ».



	Mois	Cumul à fin mars		Renvoi Page
	Mars	2013	2012 retraité 2012 exécuté	
unité : million d'€.				
DONNEES BUDGETAIRES				
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-3 905	-31 026	-29 373 -29 411	6
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	20 413	70 405	68 137 68 156	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	20 124	49 783	49 134 49 115	6
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)				
- IR	4 299	18 594	17 014 17 014	
- IS	9 101	9 320	8 658 7 989	
- TVA	9 072	33 622	33 083 33 082	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 616	-10 404	-10 370 -10 370	17
DONNEES PATRIMONIALES				
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 344	90 413		18
Dettes financières de l'Etat	25 456	1 432 029		19



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Dépenses de personnel	10 210	31 091	30 522	30 616
Dépenses de fonctionnement	4 595	13 473	11 219	11 119
Charges de la dette de l'Etat	6	2 601	2 798	2 798
Dépenses d'investissement	883	3 061	3 091	3 088
Dépenses d'intervention	4 285	18 508	18 910	18 938
Dépenses d'opérations financières	434	680	600	600
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	20 413	70 405	68 137	68 156
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	24 597	67 978	65 794	65 632
Recettes non fiscales	539	1 069	2 202	2 345
Prélèvements sur recettes	-5 427	-19 843	-19 040	-19 040
Fonds de concours	414	578	178	178
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	20 124	49 783	49 134	49 115
Total des recettes (nettes de R et D, prélèvements sur recettes)	25 551	69 625	68 174	68 155
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-289	-20 622	-19 003	-19 041
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-118	2 175	3 315	3 315
Solde des comptes de concours financiers	-3 701	-12 682	-13 881	-13 881
Solde des comptes de commerce	223	127	210	210
Solde des comptes d'opérations monétaires	-20	-109	3	3
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-3 616	-10 404	-10 370	-10 370
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-3 905	-31 026	-29 373	-29 411



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 210	31 091	30 522	30 616
Rémunérations d'activité	5 777	17 461	17 581	17 617
Cotisations et contributions sociales	4 354	13 425	12 738	12 804
Prestations sociales et allocations diverses	79	204	203	195
AUTRES TITRES	10 203	39 314	37 615	37 540
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	997	997
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 595	13 473	11 219	11 119
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 514	6 607	4 539	4 488
Subventions pour charges de service public	1 081	6 866	6 680	6 631
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	6	2 601	2 798	2 798
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	6	2 601	2 798	2 798
Titre 5 - Dépenses d'investissement	883	3 061	3 091	3 088
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	771	2 548	2 726	2 724
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	112	513	365	364
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 285	18 508	18 910	18 938
Transferts aux ménages	746	8 848	8 351	8 345
Transferts aux entreprises	1 135	2 383	2 520	2 550
Transferts aux collectivités territoriales	502	1 409	1 476	1 476
Transferts aux autres collectivités	1 902	5 868	6 563	6 567
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	434	680	600	600
Prêts et avances	22	28	7	7
Dotations en fonds propres	12	57	28	28
Dépenses de participations financières	400	595	565	565
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	20 413	70 405	68 137	68 156



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2013		Cumul à fin mars 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	641	245	1 416	625	875
Action de la France en Europe et dans le monde	448	103	724	319	528
Diplomatie culturelle et d'influence	70	60	529	188	210
Français à l'étranger et affaires consulaires	123	81	163	118	124
Présidence française du G20 et du G8 (2)	0	0	0	0	13
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	225	225	680	643	638
Administration territoriale	140	137	420	399	391
Vie politique, culturelle et associative	5	7	67	67	76
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	80	81	194	178	171
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES (3)	292	203	1 014	914	1 042
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires(3)	186	109	541	476	605
Forêt	8	5	181	158	150
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	38	32	116	108	112
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	57	177	172	175
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	199	464	675	1 103	1 118
Aide économique et financière au développement	13	432	49	632	604
Solidarité à l'égard des pays en développement	187	32	626	471	514
Développement solidaire et migrations (2)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	99	45	2 150	2 072	2 171
Liens entre la Nation et son armée	13	8	29	23	23
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	27	28	2 043	2 025	2 126
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	59	8	79	23	22
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	45	44	174	169	164
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	28	28	83	82	79
Conseil économique, social et environnemental	0	0	39	39	37
Cour des comptes et autres juridictions financières	17	16	52	49	48
CULTURE	257	167	575	450	411
Patrimoines	28	59	92	116	57
Création	131	30	241	123	131
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	97	78	242	212	223
DEFENSE	2 796	3 432	8 195	11 348	10 926
Environnement et prospective de la politique de défense	130	159	323	426	460
Préparation et emploi des forces	2 217	2 180	6 077	6 336	5 986
Soutien de la politique de la défense	209	228	562	662	585
Equiperment des forces	241	866	1 233	3 924	3 895
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	95	93	232	206	204
Coordination du travail gouvernemental	36	38	89	87	85
Protection des droits et libertés	6	8	19	20	22
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	52	47	123	99	97
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	585	677	3 422	2 598	2 482
Infrastructures et services de transports	119	292	1 532	1 122	1 116
Sécurité et circulation routières (4)	0	0	0	0	0
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture (3)	83	15	73	30	36
Météorologie	0	0	159	53	51
Paysages, eau et biodiversité (3)	14	43	115	66	37
Information géographique et cartographique	0	0	70	23	24
Prévention des risques	55	7	65	18	32
Energie, climat et après-mines	3	2	426	301	255
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	312	316	984	985	931



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2013		Cumul à fin mars 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	142	97	352	301	318
Développement des entreprises et du tourisme (3)	88	46	198	153	171
Tourisme (2)	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	39	38	113	108	107
Stratégie économique et fiscale	15	14	41	39	40
EGALITE DES TERRITOIRES, LOGEMENT ET VILLE (3)	394	201	5 187	1 678	1 632
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	66	74	251	189	201
Aide à l'accès au logement	0	0	4 583	1 288	1 261
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat (3)	3	38	5	104	61
Politique de la ville (3)	325	89	347	97	109
Conduite et pilotages des politiques de l'égalité des territoires, du logement et de la ville (1)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	1 623	1 623	4 860	4 450	2 998
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	6	6	2 601	2 601	2 798
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	0	0	642	231	200
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
Dotations en capital du mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement (1)	1 617	1 617	1 617	1 617	0
Recapitalisation de Dexia(2)	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 098	5 698	17 036	16 326	16 294
Enseignement scolaire public du premier degré	1 563	1 562	4 731	4 722	4 588
Enseignement scolaire public du second degré	2 519	2 519	7 600	7 597	7 468
Vie de l'élève	675	555	1 550	1 244	1 224
Enseignement privé du premier et du second degrés	847	772	2 092	1 998	2 020
Soutien de la politique de l'éducation nationale	287	151	692	475	575
Enseignement technique agricole	207	139	372	289	419
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 043	1 071	3 067	2 854	2 943
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	761	755	2 250	2 141	2 164
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	15	9	38	31	28
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	73	82	221	186	214
Facilitation et sécurisation des échanges	178	179	476	440	449
Entretien des bâtiments de l'Etat	14	10	22	18	21
Fonction publique	1	35	60	38	67
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	38	30	145	89	78
Immigration et asile	36	28	141	87	75
Intégration et accès à la nationalité française	1	2	3	2	3
JUSTICE	739	705	1 888	1 857	1 630
Justice judiciaire	244	253	720	714	637
Administration pénitentiaire	237	270	655	748	616
Protection judiciaire de la jeunesse	114	63	236	176	171
Accès au droit et à la justice	126	101	217	158	162
Conduite et pilotage de la politique de la justice	17	17	59	59	43
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	1	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	450	132	558	181	236
Presse	13	8	43	37	42
Livre et industries culturelles	195	51	203	53	51
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	225	56	225	57	107
Action audiovisuelle extérieure	17	17	87	34	36



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2013		Cumul à fin mars 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
OUTRE-MER	49	439	1 317	584	542
Emploi outre-mer	35	375	1 164	411	392
Conditions de vie outre-mer	14	64	153	173	150
POLITIQUE DES TERRITOIRES	24	15	22	33	29
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	21	15	19	30	25
Interventions territoriales de l'Etat	3	0	3	3	4
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	997
Présidence de la République	0	0	103	103	109
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	323
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	865	924	12 908	6 866	6 894
Formations supérieures et recherche universitaire	113	65	3 153	3 084	2 975
Vie étudiante	319	400	1 434	800	647
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	0	205	4 303	1 191	1 413
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	0	1 272	318	310
Recherche spatiale	0	0	1 348	629	766
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	174	202	990	627	425
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	115	28	205	134	244
Recherche duale (civile et militaire)	59	0	59	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	25	1	25	1	26
Enseignement supérieur et recherche agricoles	59	23	119	83	88
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	133	1 116	4 515	2 745	2 618
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	0	918	3 159	1 915	1 867
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	724	197	201
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	133	132	632	632	550
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	176	96	454	498	581
Concours financiers aux communes et groupements de communes	40	61	42	146	152
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	1
Concours financiers aux régions	0	0	277	277	277
Concours spécifiques et administration	135	35	136	75	151
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	5 752	5 755	16 647	16 565	17 763
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	5 553	5 555	15 584	15 502	16 795
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	199	201	1 062	1 063	968
SANTE	192	57	713	239	265
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	192	57	205	71	86
Protection maladie	0	0	508	168	179
SECURITE	1 720	1 492	4 800	4 323	4 294
Police nationale	938	788	2 465	2 279	2 286
Gendarmerie nationale	773	696	2 311	2 020	1 986
Sécurité et éducation routières (3)	8	8	23	23	22



unité : million d'€	Mois de mars		Cumul à fin mars 2013		Cumul à fin mars 2012 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SECURITE CIVILE	58	18	97	64	80
Intervention des services opérationnels	31	17	67	58	35
Coordination des moyens de secours	27	1	30	6	45
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	98	319	11 196	4 030	3 749
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	0	9	356	356	206
Actions en faveur des familles vulnérables	14	30	54	44	43
Handicap et dépendance	2	211	10 414	3 269	3 056
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	80	70	372	361	443
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	98	49	287	160	141
Sport	53	41	181	91	84
Jeunesse et vie associative	45	9	106	69	57
TRAVAIL ET EMPLOI	2 159	734	5 245	2 007	1 784
Accès et retour à l'emploi	194	312	3 002	1 308	1 083
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 856	348	2 005	507	501
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	22	9	22	11	19
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	86	65	215	182	181
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	27 084	26 168	110 823	86 970	85 897

(1) programme crée en 2013

(2) programme supprimé en 2013

(3) changement de libellé en 2013

(4) programme ayant changé de mission en 2013



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 382	19 012	17 298	17 298
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	114	413	143	812
Impôt sur les sociétés (C)	9 842	11 074	10 883	10 214
Impôt sur les sociétés	9 671	10 890	10 883	10 214
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	171	184	0	0
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	194	1 501	1 956	1 956
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	50	131	181	181
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	-119	910	1 366	1 366
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	8	8
Impôt de solidarité sur la fortune	55	164	126	126
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	1	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	2	2
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	5	13	27	27
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	3	3	3
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	6	4	4
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	23	28	28
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	3	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	4	37	172	172
Recettes diverses	190	209	39	39
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 030	2 719	3 119	3 121
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 524	45 880	46 341	46 340
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 267	3 944	3 817	3 654
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	14	81	170	170
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	42	47	47
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	-3	5	2	2
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	79	308	304	304



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
Mutations à titre gratuit par décès	654	1 884	1 634	1 634
Contribution de sécurité immobilière (1)	20	115	163	0
Autres conventions et actes civils	40	122	126	126
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	26	86	112	112
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	5	19	20	20
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	7	25	38	38
Timbre unique	33	97	112	112
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	45	116	119	119
Autres droits et recettes accessoires	1	1	1	1
Amendes et confiscations	-17	6	6	6
Taxe générale sur les activités polluantes	2	13	7	7
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	7	7	7
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	14	43	43	43
Autres droits et recettes à différents titres	1	1	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	22	22
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	2	12	12	12
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	12	12	12
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	1	1	1
Taxe de l'aviation civile	6	25	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	1	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	143	410	466	466
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	51	151	157	157
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques (2)	30	98	100	100
Prélèvements sur les paris sportifs	12	35	26	26
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	5	15	18	18
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	25	23	23
Taxe sur les transactions financières	61	157	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	14	14
Autres taxes	10	26	55	55
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	30 353	84 543	83 557	83 395
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	24 597	67 978	65 794	65 632

(1) ligne créée en 2013

(2) changement de libellé en 2013



	Mois		Cumul à fin mars	
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	3	11	27	27
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	3	11	27	27
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	199	318	1 654	1 654
Revenus du domaine public non militaire	28	58	50	50
Autres revenus du domaine public	7	52	48	48
Revenus du domaine privé	6	13	10	10
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	5	23	1 320	1 320
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	152	170	224	224
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	3	2	2
Produits de la vente de biens et de services (C)	100	194	197	197
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	54	57	63	63
Autres frais d'assiette et de recouvrement	32	119	128	128
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	1	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	13	14	4	4
Autres recettes diverses	1	3	2	2
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	69	102	19	19
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	52	81	0	0
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	1	6	6
Intérêts des autres prêts et avances	0	2	7	7
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	14	14	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	1	1	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	3	3	0	0



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	31	75	37	37
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	2	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	1	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	1	1	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	26	68	29	29
Frais de poursuite	1	3	8	8
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	138	368	268	411
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	15	33	124	124
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	11	25	21	21
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	2	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	41	32	179
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	1	2	2
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	2	2	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	1	0	0
Récupération d'indus	7	7	4	0
Recouvrements après admission en non-valeur	16	43	44	44
Divers versements de l'Union européenne	30	30	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	2	1	1
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	6	7	7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	2	2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	26	66	4	4
Produits divers	3	5	10	10
Autres produits divers	23	102	16	16
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	539	1 069	2 202	2 345



	Mois	Cumul à fin mars		
	Mars	2013	2012 retraité	2012 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 773	-10 991	-11 225	-11 225
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 165	-9 497	-9 674	-9 674
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-3	-5	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-2	-10	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-313	-573	-631	-631
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	-3	0	0
Dotations élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-2	-18	0	0
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotations départementales d'équipement des collèges	0	0	-3	-3
Dotations régionales d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	0	-3	-3
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-285	-857	-871	-871
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-8	-3	-3
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-21	-37	-37
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la Dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés	0	0	0	0
Versement complémentaire aux fonds départementaux de taxe professionnelle au titre de 2011 ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 654	-8 851	-7 815	-7 815
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 427	-19 843	-19 040	-19 040
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	384	508	164	164
Fonds de concours - coopération internationale	31	70	14	14
TOTAL FONDS DE CONCOURS	414	578	178	178

(1) Ligne créée en 2013 (2) Ligne supprimée en 2013



unité : million d'€.

	Mois de mars		Cumul à fin mars					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté	2013	2012 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	6 254	6 136	15 159	13 215	17 333	16 530	2 175	3 315
Aides à l'acquisition de véhicules propres	46	20	46	34	68	36	23	2
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	58	32	62	64	343	227	281	163
Développement agricole et rural	1	4	1	1	13	14	12	13
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	19	32	83	17	90	75	7	58
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	2	1	4	9	4	0	0	-9
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	16	23	25	42	73	33	48	-9
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien, des systèmes et des infrastructures de télécommunications de l'Etat (1)	20	0	59	0	0	1 320	-59	1 320
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	1 717	1 617	1 717	377	1 620	534	-96	157
Pensions	4 375	4 373	13 163	12 671	15 087	14 256	1 924	1 585
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	35	0	0	35	35	35	35
Comptes de concours financiers	8 351	4 650	23 488	21 745	10 806	7 864	-12 682	-13 881
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	60	-135	8	17	-52	152
Avances à l'audiovisuel public	287	132	862	823	445	420	-417	-403
Avances aux collectivités territoriales	7 224	2 247	21 705	20 963	7 911	7 427	-13 794	-13 536
Avances aux organismes de sécurité sociale	705	2 265	705	0	2 265	0	1 560	0
Prêts à des Etats étrangers	135	7	155	94	177	0	21	-94
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	988	1 211	4 273	4 922	4 401	5 132	127	210
Approvisionnement des armées en produits pétroliers, autres fluides et produits complémentaires (1)	74	68	211	154	215	132	4	-22
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	13	16	36	31	32	19	-4	-12
Couverture des risques financiers de l'Etat	810	810	810	1 041	810	1 041	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	19	45	64	87	121	93	58	6
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	68	267	3 020	3 589	3 213	3 843	192	254
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	119	16	0	0	-119	-16
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	0	0	0	-2	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	4	4	11	4	10	4	-1	0
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	0	0	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	63	43	339	31	230	34	-109	3
Emission des monnaies métalliques	63	43	67	15	43	1	-24	-14
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	272	16	187	33	-85	17
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	15 655	12 040	43 258	39 913	32 770	29 560	-10 489	-10 353
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	15 655	12 040	42 987	39 897	32 583	29 527	-10 404	-10 370

(1) Changement de libellé en 2013



		Unité : million d'€	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2013
Dépôts de fonds au Trésor		Organismes d'assurance et de réassurance	353	161	513
	Organismes à caractère financier	Caisse des Dépôts et Consignations	10	-1	10
		La Poste	2	0	2
		Autres organismes à caractère financier	201	-5	196
		CEPL	Régions	1 425	-917
		Départements	5 029	-2 192	2 837
		Communes	20 110	-3 051	17 059
		Hôpitaux	4 252	452	4 704
		HLM	412	-44	368
		Autres CEPL	19 793	-1 412	18 380
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 861	-1 219	9 642
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	2 361	-400	1 961
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 006	-73	1 933
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	656	37	692
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		15 141	-1 724	13 417
	Communautés européennes		148	197	345
	Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	Fonds et Fondations	87	-1	86
		GIP	406	-4	402
		EPLÉ	1 911	513	2 424
		Autres correspondants	11 271	-339	10 932
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT		87	-255	-168	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	1 103	-301	801	
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	1 908	1 460	3 368	
	Intérêts courus sur comptes à terme	4	-4	0	
		Total Passif (A)	99 536	-9 123	90 413
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
		Total Actif (B)	1	0	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		99 536	-9 123	90 413	



	Solde au 31/12/2012	Flux nets de l'année	Solde à fin mars 2013
unité : million d'€.			
Dette négociable (A)	1 386 154	39 862	1 426 016
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	949 739	55 360	1 005 099
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	786 984	49 281	836 265
- <i>taux variable</i>	142 413	5 907	148 320
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	269 815	-19 146	250 669
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	259 513	-19 146	240 367
- <i>taux variable</i>	9 906	0	9 906
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	166 600	3 648	170 248
Autres titres négociables	0	0	0
Dette non négociable (B)	235	-1	234
Dette exigible	235	-1	234
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	235	-1	234
Autres emprunts (C)	5 794	-14	5 779
TOTAL (A+B+C)	1 392 183	39 847	1 432 029



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} mars jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « exécutés » 2012 correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « retraités » 2012 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2013.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.